

MEDIA

Digest



UNFPA cameroon

2015



**FINANCEMENT
BASÉ SUR LA
PERFORMANCE**

L'UNFPA s'engage

Interview

**"2,000 NEW VVF
CASES OCCUR
EVERY YEAR"**

H4+

**Trois roues pour
sauver la vie de la
mère et de l'enfant**

*Première promotion des Sages-femmes sorties des nouvelles écoles lors de la remise officielle des diplômes/
Graduation ceremony of first promotion of midwives from newly created midwifery schools*

SOMMAIRE

Edito



Maternal health services

- 04 Le grand retour des sages-femmes
- 09 Trois roues pour sauver la vie de la mère et de l'enfant dans l'Extrême-nord
- 10 Le FNUAP et la Fondation MTN promeuvent la santé maternelle et infantile à Garoua (nord-Cameroun)
- 12 Emergency surgery saves lives in Cameroon, but more access needed
- 13 Silent no more: Radio in Cameroon amplifies the voices of women and girls
- 20 Radio Bon berger ou le pouvoir des IEC
- 24 Financement basé sur la performance: le Cameroun reçoit un soutien de 300 millions de F
- 15-16 Interview: "2,000 New VVF Cases Occur Every Year"
- 26 Interview: "We Expect More Efficiency In Healthcare Delivery"



Family Planning

- 05 Le Minsanté appelle à l'implication de tous dans le Planning familial
- 06 Planning familial : Pourquoi les résistances
- 05 Mobilisation pour la réduction des grossesses indésirables
- 26 UNFPA and Clinton Health Access Initiative, Inc. (CHAI) joining efforts to increase access to Family planning in Cameroon



Gender based violence

- 14 UN Women, Japan, UNFPA, UNHCR, UNESCO and the Government of Cameroon partner to provide Life-Saving Integrated GBV Services and Protection to Women and Girls' refugees in the East and Adamawa Regions
- 23 Women's football defies stereotypes, inspires change in Cameroon
- 11 Survivors of gender based violence find compassion, care at Cameroon's Listening Centre



Youth

- 17 Partenariat Cameroun-Unfpa: le document-cadre proposé au Minjec
- 22 UNFPA Strives To Ameliorate Youth Access To Reproductive Health Services
Les jeunes apprécient les services adaptés



Humanitarian

- 18 Journée mondiale de la population : Le Cameroun célèbre avec les déplacés
- 08 Assisting women and girls despite the threat of Boko Haram

EDITO



Chers lecteurs,

Un adage dit que si un arbre tombe dans la forêt et qu'il n'y a personne pour le reporter, le monde n'en saura rien.

Au cours de l'année 2015, l'UNFPA a appuyé plusieurs projets et activités qui ont été relayés aussi bien par les media classiques et sociaux que sur ses plateformes globales, régionales et nationales de communication en ligne. Face à cette profusion d'articles et afin de partager ces nouvelles avec le plus grand nombre, nous avons eu l'idée de rassembler dans un magazine, une sélection d'articles relatant les bénéfices des actions appuyées par UNFPA à l'Est, au Nord, à l'Extrême-nord et dans l'Adamaoua dans les domaines de la santé maternelle, planification familiale, des violences basées sur le genre et de la santé de la reproduction des adolescents. Du

partenariat avec les radios communautaires ou le ministère de la jeunesse, au dossier spécial sur la planification familiale, en passant par le grand retour des sages-femmes, chaque article met en lumière non seulement les actions et résultats concrets ainsi que les témoignages de bénéficiaires mais aussi s'attarde sur les perspectives et les besoins à combler.

Bon nombre de changements positifs présentés dans les articles publiés depuis le début de l'année ont évolué et nous avons des raisons de croire que plus de femmes et de jeunes ont pu être touchés.

Tout ceci n'aurait pu se faire sans l'appui de nos bailleurs et partenaires et surtout tout ceci n'aurait pu être partagé avec le public sans les medias.

Bonne lecture

Barbara Sow
Représentante
UNFPA - Cameroun



LE GRAND RETOUR DES SAGES-FEMMES

Le Minsanté l'a annoncé vendredi à la première promotion, au cours de la remise des diplômes à Yaoundé. Il n'a pas lésiné sur les mots. Au palais des Congrès de Yaoundé, André Mama Fouda, ministre de la Santé publique a qualifié « d'historique » cette journée du 20 février 2015.

Celle-là qui a vu la remise des diplômes des premières promotions de sages-femmes et maïeuticiens, ainsi que des opticiens et des assistants de santé communautaire au Cameroun. Les circonstances, riches en émotions, ont été renforcées par deux nouvelles importantes pour les sages-femmes. « Le président de la République, son excellence Paul Biya, a instruit de vous recruter tous à la Fonction publique. On a besoin de vous sur le terrain », a déclaré le Minsanté. Leurs cris de joie à peine calmés, les 175 sages-femmes et maïeuticiens ont appris que depuis 2014, en partenariat avec le ministère de l'Enseignement supérieur, leur formation est également arrimée au système Licence-Master-Doctorat (LMD). De quoi élargir les champs du possible, avec des perspectives dans la recherche ou un Doctorat en sciences obstétricales, en santé de la reproduction, en santé publique, entre autres. Cependant, le Minsanté a demandé aux lauréats de faire preuve d'un engagement à servir la communauté partout où le besoin s'impose, car cette réforme qui veut améliorer leurs conditions part d'un constat : il y a un manque de sages-femmes. Avec cette formation, l'accompagnement

des femmes en âge de procréer sera plutôt satisfaisant. Les chiffres vont bon train : d'une sage-femme pour 30.000 femmes en 2015, on passera à une sage-femme pour 7.800 d'ici cinq ans. D'eux, il est requis une action professionnelle afin de réduire la mortalité et la morbidité maternelle et infantile. Cette toute première promotion des sages-femmes et maïeuticiens, formée avec l'appui de l'UNFPA et de la GIZ, est issue de huit premières écoles créées par l'Etat : quatre publiques (Bamenda, Bertoua, Douala et Yaoundé) et quatre autres privées. D'ici cinq ans, la formation d'environ 1000 sages-femmes est envisagée.

Sages-femmes et maïeuticiens n'étaient pas les seuls à l'honneur vendredi. Les 16 premiers opticiens et les 58 premiers assistants de santé communautaire formés sur place ont également reçu leurs parchemins. En 2011, une formation a été élaborée, pour que le système de santé dispose d'opticiens capables de prescrire des lunettes adaptées à tout type de déficiences visuelles et conformes aux normes, entre autres performances attendues d'eux. Les assistants de santé communautaire, appelés à servir d'interface opérationnelle entre les personnels de santé et les populations, doivent assister les personnels éducatifs dans la lutte contre les maladies. Sur une vision de cinq ans, le Cameroun comptera 375 assistants de santé communautaire.

LE MINSANTE APPELLE A L'IMPLICATION DE TOUS DANS LE PLANNING FAMILIAL

Au cours d'un point de presse mercredi à Yaoundé, André Mama Fouda a invité toutes les parties prenantes à s'investir dans l'espacement des naissances.

Les chiffres liés à la mortalité maternelle au Cameroun sont alarmants. Une enquête démographique réalisée en 2011 a révélé que sur 100 000 naissances, on enregistre 782 décès maternels. Une situation qui a des conséquences néfastes sur les familles. Et c'est pour y remédier que le ministre de la Santé publique a lancé mercredi à Yaoundé, lors d'un point de presse, la semaine du repositionnement de la planification familiale au Cameroun sur le thème : « Ton avenir, ton choix, ta contraception ». Pour un accompagnement sans faille dans ce processus, le Minsanté était accompagné du ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary et du ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille, Marie Thérèse Abena Ondo.

Au cours de cette rencontre avec la presse, André Mama Fouda a réitéré que la planification familiale reste la voie salutaire pour réduire la mortalité maternelle. C'est dans cette perspective qu'il a déroulé les actions initiées par le gouvernement camerounais dans la mobilisation de tous les acteurs impliqués. Il s'agit,

entre autres, du plan stratégique de santé de la reproduction, maternelle, néonatale et infantile 2014-2020, du plan opérationnel de planification familiale 2015-2020, du plan stratégique de la sécurisation des produits contraceptifs 2015-2020.

l'objectif étant d'augmenter la prévalence contraceptive de 16,1% en 2011 à 30% d'ici 2020, tout en rappelant que la planification familiale n'est pas synonyme de limitation de naissances, mais qu'elle a pour objectif de les espacer pour laisser le temps à la femme de se reconstituer. Et pour mettre les hommes et les femmes au même niveau, la communication reste une condition sine qua non pour éviter les suspicions, avoir un enfant au moment voulu et éviter les avortements à risque de l'ordre de 75%.

Sur le plan économique, le Minsanté indique, par ailleurs, que la planification familiale est aussi une stratégie appropriée pour améliorer les indications de développement socioéconomique, y compris celle du Pib par tête. D'où les actions à fort impact engagées par le Minsanté : l'acquisition des contraceptifs en quantité et en qualité pour

répondre aux besoins du pays avec une ligne budgétaire spécifique, la formation du personnel travaillant déjà dans les formations sanitaires en planification familiale, la formation des sages-femmes, l'harmonisation des coûts des contraceptifs depuis août 2014 pour un meilleur accès des groupes vulnérables et la création cette année de huit nouveaux centres spécifiques à la santé de la reproduction de l'adolescent avec l'appui de l'UNFPA. Et le Minproff d'inviter tous les chefs de famille à une adhésion massive aux méthodes contraceptives.

*Cameroon Tribune
AllAfrica.com
23 Février 2015
Monica NKODO*





PLANNING FAMILIAL : POURQUOI LES RESISTANCES

Xaverie P., 28 ans, a six enfants et attend un septième. Alors que sa famille et sa belle-famille se réjouissent qu'elle soit si prolifique, elle n'est pas heureuse de la venue de cet autre bébé. Inquiète, elle se demande au contraire comment empêcher sa prochaine grossesse. « Je me sens claquée. Je n'ai aucun moyen de planifier mes grossesses. Mon époux étant enfant unique, il souhaite avoir beaucoup de gosses. Seulement, il ne tient pas compte de mon état de santé. J'ai, par exemple, deux enfants qui sont comme des jumeaux, car ils sont nés la même année : ça fait beaucoup de boulot, en terme de suivi et de prise en charge de toute cette marmaille. J'aurais aimé attendre au moins deux ans entre mes grossesses, mais rien n'est moins sûr car je n'ai pas accès au planning familial », avoue-t-elle, très ennuyée.

L'histoire de Xaverie P. n'est pas unique, elle est semblable à celle de 215 millions de femmes à travers le monde qui savent qu'elles ont besoin d'une méthode contraceptive moderne mais qui n'y ont pas accès. Et celles qui ne le savent pas sont encore plus nombreuses. Sur l'ensemble du continent, 25% seulement des femmes mariées ont régulièrement recours à la contraception. Chacune aura, en moyenne, près de cinq enfants au cours de sa vie et court une chance sur 36 de succomber pendant la grossesse ou l'accouchement. C'est pourtant un droit humain fondamental pour tout couple ou tout individu de contrôler sa propre fécondité et de décider du nombre d'enfants qu'il souhaite et de leur espacement. Bien qu'elles soient les premières concernées, les femmes se voient souvent refuser ce droit, pour diverses raisons culturelles, légales ou religieuses.

Un tel déni, qu'il soit officiel ou officieux, constitue une injustice à leur égard et est la cause de souffrances et de décès inutiles. Beaucoup espèrent en silence pouvoir bénéficier du planning familial, dont l'accès leur est prohibé dans diverses régions.

Globalement, 30 à 36 % de femmes en union auraient voulu utiliser une méthode contraceptive, sans pouvoir satisfaire ce besoin. « Aidée par une voisine, infirmière dans un hôpital de la place, je me suis fait poser un implant. Quand mon compagnon l'a découvert, il m'a fait des problèmes. Nous avons pourtant cinq enfants que nous peinons à nourrir et à scolariser », témoigne Lydia E., 32 ans, ménagère à Yaoundé.

Les grossesses non-maîtrisées ont trop souvent pour conséquences des blessures, voire des décès maternels, et des bébés ou des enfants en mauvaise santé. Les décideurs et les partenaires au développement le savent. Raison pour laquelle l'UNFPA vient d'octroyer une aide de 2,5 milliards de F au Cameroun pour soutenir le projet de repositionnement du planning familial. C'est qu'au Cameroun, comme dans différents autres pays africains, le recours au planning familial constitue l'une des principales stratégies pour réduire la mortalité maternelle, ainsi que celle des bébés et des enfants, qui restent toutes élevées. Tout comme la fécondité des femmes dans certaines régions du pays et le taux de besoin non-satisfait en matière de planning familial.

MOBILISATION POUR LA RÉDUCTION DES GROSSESSES INDESIRABLES

Le ministre de la Santé publique, André Mama Fouda l'a fait savoir vendredi dernier à Yaoundé.

« Je demeure convaincu qu'avec l'engagement des uns et des autres, le repositionnement du Cameroun d'ici à 2020 sera une réalité. Afin que l'on ne recense plus de grossesses indésirables et les avortements à risque ». C'est par cette déclaration que le ministre de la Santé publique (Minsanté), André Mama Fouda, a décliné l'objectif poursuivi par le Cameroun en ce qui concerne la planification familiale. Le cap a été ainsi fixé, vendredi dernier, à l'occasion de la célébration de la Journée de mobilisation/sensibilisation en faveur de la planification familiale. A laquelle prenaient part le secrétaire d'Etat auprès du Minsanté, chargé de la lutte contre les épidémies et les pandémies Alim Hayatou, Dr Fatou Ndiaye, représentante résidente de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et porte parole des organismes du système des Nations unies au Cameroun, Nadav Cohen, ambassadeur d'Israël au Cameroun et Annette Coly, chef de la coopération à l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne au Cameroun.

Prenant la parole au cours de cette cérémonie, le Minsanté a précisé que l'objectif majeur visé par cette mobilisation est de réduire considérablement les grossesses indésirables d'ici à 2020. Et pour y arriver a-t-il souligné, il est entre autres prévu, la création de huit centres spécifiques à la santé de la reproduction des adolescents et jeune en 2015. Lesquelles viennent s'ajouter aux deux déjà existantes dans les hôpitaux régionaux de Ngaoundéré et de Bertoua. Il a en outre interpellé les jeunes filles présentes à la cérémonie à opter pour un comportement sexuel responsable, afin que la mortalité maternelle, néonatale et infantile soit réduite. Dans cette perspective, Anette Coly a promis de compléter la contribution de l'Allemagne à hauteur de 1,4 milliard. Dr Fatou Ndiaye, a également annoncé le montant de 2,5 milliard offert par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA). Cette mobilisation en faveur de la planification familiale sera aussi portée par la voix de l'artiste musicienne Mani Bella, désignée comme la mascotte nationale.

*Cameroon tribune
AllAfrica.com
02 Mars 2015*

*Elise ZIEMINE et Stephen Junior MATOCK
(stagiaire)*

Assisting women and girls despite the threat of Boko Haram

Amid fears of terrorist attacks, UNFPA staff have joined their UN colleagues in meeting the needs of the estimated 50,000 Nigerian refugees in the Minawao camp in Cameroon.

Recent years have seen an escalation in attacks on villages and towns located near Lake Chad, by Boko Haram – a terrorist group listed on the UN Security Council Al-Qaida sanctions list in 2014. Previously confined to the north-eastern states of Nigeria, the violence has spilled across the borders into neighbouring Cameroon, Chad and Niger.

In Cameroon, despite efforts from security forces to stem the increasingly frequent incursions from the armed group into the Far North Region, the local population has been subject to attacks and raids, with many lives lost and communities destroyed.

It is estimated that there are between 70,000 and 100,000 internally displaced persons who have fled their villages to escape the Boko Haram's devastation in the country.

UNFPA staff in the area have joined their other UN colleagues at the new One UN House, recently setup in the Far North Region capital city of Maroua, to offer better assistance to the estimated 50,000 refugees from Nigeria in the Minawao camp.

All UN staff are living at high security alert levels in the office and at home, with a nightly curfews restricting movement from 7 p.m. to 6 a.m.

UNFPA is coordinating a multifaceted response to the needs of refugees in Minawao camp. The response has three pillars:



- increase the availability and capacity of health professionals to provide quality reproductive health services
- ensure availability of equipment and medicines for safe deliveries and the basic dignity of pregnant women
- communicate with women and youth regarding the use of reproductive health services for pregnancy, family planning and gender-based violence.

Also, UNFPA will be collecting data to facilitate the planning of the UN's humanitarian assistance at the camp. The massive influx of refugees has increased the strain on the health facilities – historically **understaffed in quality and quantity – serving the local communities. Since the fourth quarter of 2014, UNFPA has supported the only three functioning health facilities in the affected zones, including the refugee camp health post, with 1,200 obstetric kits and 2,300 dignity kits.**

In the coming days, 20 health providers will be trained on Minimum Initial Service Package (MISP) and deployed in health facilities and through mobile clinics to provide quality maternal and newborn services and medical management of sexual and gender-based violence. Forty community outreach workers will also be trained and deployed to implement sensitization activities involving refugees and the host population



April 7, 2015
Olive Bonga

Communication Expert at UNFPA

Trois roues pour sauver la vie de la mère et de l'enfant dans l'Extrême-nord



Afin de faciliter l'accès des femmes enceintes vivant dans les zones enclavées aux soins et au personnel de santé de qualité, six (6) districts de santé de la région de l'Extrême-nord ont reçu douze (12) motos-ambulances (motos tricycles aménagées pour servir d'ambulance).

Chaque jour, près de 20 femmes meurent au Cameroun des suites de complication liées à la grossesse et à l'accouchement. L'une des causes de ces décès est lié aux délais de route (deuxième retard) pour l'accès aux centres de santé. En effet, certaines zones de la région de l'Extrême-nord Cameroun sont enclavées et inaccessibles en raison des routes inexistantes ou étroites. De plus, les centres de santé ne disposent d'aucun moyen pour évacuer en urgence les femmes enceintes en cas de complication. Cette situation, très souvent, met la vie de la mère et de l'enfant en danger.

L'UNFPA à travers le don de motos-ambulances vient prêter main forte au ministère de la Santé pour trouver une solution afin de désenclaver les zones isolées et les rapprocher des centres de santé. Beaucoup plus petite qu'une ambulance normale, la moto-ambulance peut parcourir les routes étroites ou impraticables lors de la saison des pluies.

A ce jour, 6 sur 12 motos-ambulances attendues ont déjà été envoyées dans les districts de santé de Maroua 1, Maroua 2, Maroua 3 et de Gazawa. Les 6 autres seront livrées dans les prochains jours pour les DS de Guidiguis, Mouvouldaye et pour compléter la dotation de Gazawa.

Pour pérenniser ce don, les conducteurs des motos vont recevoir une formation sur la gestion/maintenance des engins. Les communautés locales ont applaudi l'initiative et souligné que les femmes enceintes seront désormais en mesure d'obtenir des soins de santé de qualité à temps.

« Nous sommes très satisfait par cette dotation. Elle va permettre d'avoir accès à des zones enclavées de notre DS pour lesquelles une ambulance conventionnelle aurait difficilement accès et permettre de sauver de nombreuses vies de mères et de nouveaux-nés. En plus les coûts de maintenance et de fonctionnement sont très réduits et à la portée des communautés. »

Dr Dayang CSSD de Maroua 1

« Nous allons faire conduire ces motos-ambulances par les jeunes (motos taximen) membre de notre communauté. Ceci va nous permettre de sauver des vies à un moindre coût parce que ces derniers ne seront pas mobilisés de façon permanente et nous allons cotiser pour assurer les charges liés à leur motivation et au fonctionnement/maintenance de nos ambulances. Nous sommes très contents de cette dotation de notre partenaire l'UNFPA. »

Président COSA (Comité de santé)/aire de santé de Dougoï Des agents de santé communautaire ont également été déployés pour travailler avec les communautés au niveau local et assurer ainsi une bonne utilisation du matériel.

Pour la représentante de l'UNFPA au Cameroun, Barbara Sow, « Ces moto-ambulances permettront de renforcer la capacité de réponse des communautés à garantir aux femmes et aux enfants l'accès aux soins de qualité dans les délais ».

Outre les motos-ambulances, les centres de santé locaux ont reçu des équipements et mobilier médicaux de pointe, des médicaments essentiels génériques et consommables médicaux(MEGC) ainsi que des trousse et kits d'accouchements pour permettre aux femmes d'accoucher en toute sécurité.

L'UNFPA a également appuyé le renforcement des capacités des personnels de santé en santé de la reproduction, planification familiale et dans la prise en charge des urgences et complications obstétricales. Toutes ces actions s'inscrivent dans le cadre du programme commun inter-agences Sida-H4 + comprenant l'UNFPA, l'UNICEF, l'OMS, ONUSIDA et ONU Femmes. Ce programme est financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA).

Health 4+ (ou H4 +) vient en aide aux pays dont les taux de mortalité maternelle et infantile sont les plus élevés ; il permet d'accélérer les progrès pour sauver des vies et améliorer la santé des femmes et des nouveau-nés.

L'UNFPA compte offrir d'ici la fin de l'année des moto-ambulances supplémentaires destinées aux régions sanitaires couvertes par le programme conjoint.

L'UNFPA et la Fondation MTN promeuvent la santé maternelle et infantile à Garoua (nord-Cameroun)

Pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile au nord du Cameroun, le Fonds des nations unies pour la population (FNUAP) et la Fondation MTN ont procédé à la remise d'un important don d'équipements spécialisés à l'École d'Infirmiers et de Sages-femmes Maïeuticiens (SF/M) de la ville de Garoua (région du Nord), 16 avril 2015.

Il s'agit, entre autres, de tables d'accouchement et pour examen médical, des incubateurs, de chariots de médicaments, de modèles anatomiques d'organes génitaux féminins et de squelettes humains complets.

D'après les donateurs du jour, ces équipements offerts vont «permettre d'améliorer la qualité de la formation dispensée aux élèves de l'École de Sages-femmes».

C'est un soutien qui s'inscrit dans le cadre du partenariat conclu en 2013 entre la Fondation MTN lancé en

2006 et le FNUAP, «pour contribuer à la réduction de la mortalité maternelle au Cameroun, en créant les conditions permettant d'améliorer la santé de la reproduction».

Le directeur de l'institution bénéficiaire du don d'exprimer particulièrement sa gratitude à l'endroit du FNUAP, pour sa sollicitude «dès l'ouverture du cycle des SF/M en 2011, en réhabilitant les infrastructures... ». L'occasion pour Rabiadou NJOYA, membre du Conseil d'administration de la Fondation MTN de s'en féliciter : «Les résultats de cette campagne confortent le partenariat innovant mis en place par la Fondation MTN et le FNUAP, pour contribuer à l'atteinte par le Cameroun des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Et en particulier le cinquième OMD qui porte sur la réduction de la mortalité maternelle.»

Et Mme Barbara SOW, Représentante du FNUAP au Cameroun, de réitérer : «N'oubliez jamais que les femmes

enceintes ont droit à des services qui les protègent et leur procurent une bonne santé tout au long de la grossesse, de l'accouchement et au-delà. Les bébés quant à eux nécessitent des soins qui les protègent durant la phase cruciale des premiers jours et semaines de leur vie».

Ce d'autant plus que les données disponibles sont alarmantes : en moyenne 7.000 cas de décès sont enregistrés au Cameroun chaque année, en raison notamment de l'insuffisance d'une prise en charge obstétrique de qualité.

Et en 2011, le Cameroun ne comptait que 129 sages-femmes qualifiées pour ses centres de santé. Pendant que la norme OMS exige un minimum de 5.400, par pays. En plus de l'École de Garoua, les deux organismes soutiennent également les Écoles publiques de Sages-femmes de Bamenda et de Yaoundé.

Mediaterrre.org
28 avril 2015
Pierre Amougou



Survivors of gender based violence find compassion, care at Cameroon's Listening Centre

YAOUNDE/BATOURI,
Cameroon



How does one comfort the family of an abused adolescent girl, or assist a pregnant survivor of sexual assault?

In Batouri, in eastern Cameroon, these difficult tasks are the responsibility of two Catholic priests, Abbe Onto Victor and Gregoire Assiene, who have created a centre to support survivors of gender-based violence.

The Women's Centre for Information, Listening, and Psychosocial and Legal Assistance - often simply called the Listening Centre - is managed by a dedicated team of seven catholic priests.

"The doctrine of the church talks of dignity for all," said Mr. Assiene, 60, adding, «No one has to experience such cruelty of humankind.»

Violence tragically common

Violence against women and girls is tragically commonplace in much of Cameroon.

According to the most recent general population and housing census, among women aged 14 to 49, at least 34 per cent had experienced physical violence, 8 per cent had experienced sexual violence, and 21 per cent had experienced both. The Listening Centre was established three years ago in the Diocese of Batour, and each month it handles at least 15 cases, said Mr. Victor.

Women are referred to medical professionals or the justice system, depending on the nature of their case.

They also receive counselling, clinical care and other assistance. The care available has also expanded to include support for pregnant adolescents and women suffering from maternal health complications – such as obstetric fistula, a traumatic injury that can occur during childbirth

Raising the level of care

UNFPA began supporting the Listening Centre in 2014. During the course of the year, UNFPA helped to train 55 centre workers, all based in different communities in Batouri. Many of them are now in charge of efforts to end violence against women and to assist survivors.

Before UNFPA partnered with the Listening Centre, "we, at the Centre, didn't use to offer psychosocial support and counselling," said Mr. Assiene. "Cases of violence received at our centre were referred to the police or social affairs." All that has changed, he noted.

"We get to have a psychologist visit the centre twice every month to offer support and services to clients." Centre staff have also learned about the needs of survivors and how to address them sensitively.

Reinforcing care skills

Last month, in partnership with UN Women and the Government of Japan, UNFPA held a two-day training for 35 community members, health and legal experts, and civil society workers. Listening Centre staff were among the attendees at the workshop, which covered counselling skills, medical referrals and other crucial support for survivors.

"The purpose of the training was to reinforce participants' capacities," said Angelique Dikoume, a UNFPA gender specialist.

Other attendees included staff from groups that support orphans and at-risk young people.

Secondary school teacher Christine Mayina, said the skills will help her better assist the vulnerable youth she works with. "I feel very empowered, and more equipped," she said.



Emergency surgery saves lives in Cameroon, but more access needed

BATOURI, Cameroon – On a quiet Sunday afternoon at the Batouri District Hospital in eastern Cameroon, Dr. Abdourahamane Diallo was preparing to go home when a motorbike rushed up to the maternity ward. A heavily pregnant woman, crying from pain and bleeding badly, climbed off the vehicle. She had been in labour for three days.

“She was bleeding profusely because of a uterine rupture. The baby was already dead in the womb, and the mother required emergency surgery,” Dr. Diallo said.

Myriam, already a mother of five, had planned to give birth at home, a common practice in the region. She sought help only when she realized something was wrong. By then, she had been in labour for 24 hours. When she got to the nearest health centre, the staff saw that her complications were serious, and quickly evacuated her to the hospital in Batouri – nearly 40 km away.

In some ways, Myriam was fortunate. She had arrived at one of the few hospitals in Cameroon with a fully functional operating theatre, which had been renovated and fully equipped with support from UNFPA in 2013.

But there was another challenge. Much of the hospital’s staff had gone home for the weekend. And, Dr. Diallo said, “I was not supposed to do consultations or surgery.”

A UN volunteer, Dr. Diallo had been brought to the hospital by UNFPA to train staff in reproductive health. Only gynaecologists stationed in the region were authorized to perform surgeries, and at that moment, the nearest gynaecologist was in Bertoua, 90 km away.

“There was an emergency and no one to take care of the woman,” Dr. Diallo said. He ended up performing the surgery himself – alone. Myriam survived and recovered. She is now back at home with her family.

A deadly place for women

Maternal health care remains dangerously poor in much of Cameroon, which has the 12th highest maternal death rate in the world. Few health facilities in the country are

well staffed or properly equipped.

According to a recent survey conducted by UNFPA, out of 197 health centres, fewer than 10 had the capacity to provide quality emergency obstetric and neonatal care. This translates to 2.99 health centres able to provide quality emergency care per 500,000 people – well below the joint guidelines set by UNFPA, the World Health Organization and UNICEF.

The cost of emergency health supplies and services is another concern; many women avoid proper care because they fear they cannot afford it.

Bringing care to rural communities

The Government of Cameroon is working with partners, including UNFPA, to improve women’s access to life-saving maternal health care.

Experts like Dr. Diallo have been deployed in the four regions where reproductive care is most needed. There, they are training and supervising health personnel. In 2014, in partnership with the health ministry, UNFPA specialists provided emergency obstetric training to more than 200 health staff.

The government is also working to lower the cost of quality maternal care. One programme, supported by UNFPA and the French Development Agency, is providing inexpensive, ready-made delivery and Caesarean kits to health facilities around Cameroon.

These kits contain all the supplies needed to perform either a regular delivery or a Caesarean section delivery.

At \$12 for a delivery kit and \$80 for a Caesarean kit, the kits are affordable, yet they cover the actual costs of the materials and services. The programme has shown to be sustainable, and is being scaled up across the country.

And in Batouri District, UNFPA has recently provided an ambulance, which will ensure women with labour complications, like Myriam, no longer have to rely on motorbikes for emergency transport.

SILENT NO MORE: Radio in Cameroon amplifies the voices of women and girls



MOKOLO, Cameroon – Conditions are often harrowing for women and girls in Cameroon's Far North Region. Violence, child marriage and maternal death are all too familiar experiences in this part of the country. But these grave concerns are being tackled head-on in an unexpected place: The local 95.8 FM radio station. Every day at 1pm, the channel offers women and girls a glimpse into another way of living – a world where they are empowered and valued, and where their voices are heard.

Threats to women's health and rights

The Far North Region has the second highest child marriage rate in the country among girls aged 12 to 14, according to 2005 census data. And discussion about women's reproductive health and rights is considered taboo, leaving women and girls without access to critical information and care. All of this contributes to Cameroon's staggering maternal death rate, one of the highest in the world. The situation is even grimmer in Mayo Tsanaga Division, close to the Nigerian border. Attacks by the militant group Boko Haram have driven tens of thousands of Nigerian refugees into the area, and many local families have been also affected by the violence.

"Women are the basis of a stable society. When a woman is uncomfortable or frustrated because of cultural barriers, and she doesn't have the opportunity to make her voice heard, the whole society is sick," said Pascal Djakaya, the head of the radio station, known locally as 'Echos des montagnes', or Echoes of the Mountains.

Lessons for women and men

Based in the city of Mokolo, Echos des montagnes is the only radio station broadcasting in the Mayo-Tsanaga Division. Its reach includes the nearby Minawao camp, where some 40,000 Nigerian refugees have sought shelter from Boko Haram attacks.

The station covers issues pertinent to both refugees and members of the local community, ranging from reproductive health and girls' education to women's rights and empowerment.

One show, 'Vie de femme' – the Life of a Woman – offers practical information to improve women's status and welfare.

«Vie de femme gives an opportunity to a woman to talk about her life, problems she faces daily, and tips she uses to address her vulnerability,» explained Mr. Djakaya. Tips include how to engage in income-generating activities,

such food sales.

Even men are realizing the value of these programmes. "I call my wife and girls to listen Vie de femme because they can draw some very important lessons for their welfare," said Ibrahim, a Mokolo resident. Some messages are even directed at men, informing them about the rights of women and the consequences of gender-based violence.

Giving women a voice

The station has proved to be a powerful public health tool. The show 'Santé plus' – Health Plus – features reproductive health experts answering questions from listeners. And public service announcements are broadcast in the local languages, promoting antenatal care and encouraging women to give birth in the local health centres instead of at home.

One programme, in particular, offers a platform for women to express opinions rarely heard in public. In 'Débat au féminin' – Debates of Women – women discuss issues widely considered forbidden, including sexual violence, sexually transmitted infections such as HIV, family planning, and child marriage.

Listeners learn where to find assistance and health services, including care for victims of abuse.

"It gives vulnerable women and girls an opportunity to make their voices heard and to participate in discussions about everything that frustrates them and affects their collective well-being," said Mamoudou Kermi, the host of the show.

Key tool for development

Echos des montagnes was established in 2007, part of a joint project between UNFPA, the Food and Agriculture Organization and the Ministry of Agriculture.

In December 2014, UNFPA and H4+, with funding by the Swedish International Cooperation Development Agency, began helping Echos des montagnes, and five other community radio stations in the Far North, to strengthen their health and human rights coverage.

"Journalists from these radio stations took part in trainings on how to use radio specifically to talk about reproductive health and rights," said Gabriel Tchokomakwa, a UNFPA project manager.

Radio is a critical means of reaching out to the community, Mr. Tchokomakwa added. "It is the safest and fastest way to promote reproductive health to the largest number of refugees, internally displaced and host populations," he said.

UN Women, Japan, UNFPA, UNHCR, UNESCO and the Government of Cameroon partner

to provide Life-Saving Integrated GBV Services and Protection to Women and Girls' refugees in the East and Adamawa Regions

UN Women Cameroon signed a convention with UNFPA and UNESCO thanks to a funding from the Government of Japan in Cameroon. The United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women, UN Women Cameroon has signed a convention with its sister agencies notably UNESCO, UNFPA and UNHCR within the framework of UN Women's project "Provision of life-saving Integrated GBV services and Protection for women and Girls refugees in the East and Adamawa Regions" funded by the government of Japan through its embassy in Yaounde. The project main objective is to provide life-saving assistance to affected women and girls refugees and will cover the refugee sites of Gado-Badzeré, Lolo, Timangolo and Mbile in the East Region and Adamaoua regions.

Signing on the one hand for UN Women Cameroon, was Djangone Mian Anne Marie Rachele and on the other hand, the Representative of UNFPA, Dr Barbara Sow and UNESCO Country Director, Jean Bosco Ki. The ceremony at the UN Women country office brought together close aids of the contracting parties.

According to the inter-agency rapid need assessment conducted in January 2014 and the rapid needs assessment for refugees based in the community in October 2014, it was discovered that the majority an estimated 180.000 new arrivals of refugees and migrants are impoverished; living in very poor physical health, without belongings and for the most part have experienced very traumatic situations. Of these new arrivals as is the case with those already based in communities 55 percent of them are women with children numbering up to about 60 percent of the total registered refugees.

It is in a bid to prevent and respond to gender based violence through an adequate psychosocial support and provide livelihood opportunities that UN Women undertook the project which will see the effective technical support of the government of Cameroon as implementing partner, the Government of Japan as funding partner and the afore-mentioned sister agencies each, implicated in their

specific domain of intervention.


Three priority outcomes have been defined within the framework of the project. Firstly, the setting up of four integrated mobile units and support Women Empowerment Centres (WEC) and social structures. Providing access to quality holistic (medical, psycho-social, legal) care and security services to more than 10,000 women and girls survivors of GBV/SV amongst the refugee and host community populations will be conducted by UN Women and UNFPA.

The second aspect of the programme is going to be implemented by UNESCO: it deals with awareness raising activities targeting mostly men and boys for the greater part on GBV/SV and HIV/AIDS prevention. In addition, more than 33,000 women and girls' refugees and populations from the host communities will be provided with access to quality information through mass campaigns, advocacy sessions and radio broadcasts.

The third outcome provides for cash-for-work and income-generating activities in favour of some one thousand women refugees and the host communities. This will be done through assistance given to ten women cooperatives which will be charged with creating ten credible "quick impact" projects for common interest and the provision of special revolving funds. This activity will be supported by the Ministry of Women Empowerment and Family and UN Women.

This also includes the capacity-building for humanitarian workers and security forces working in the region to strengthen their capacities in integrating gender in humanitarian action. Some challenges were identified such the design of a common communication strategy, team work of four entities as well the timely delivery of concrete and sustainable achievements that will deserve appreciation from the donor.

The Government of Cameroon is ensuring the security for all refugees and migrants and has identified six sites to accommodate the refugees.



Since 2005,
more than

500

VVF-AFFECTED
WOMEN HAVE
RECOVERED THEIR
DIGNITY AND
NORMAL LIFE

THE NUMBER OF
WOMEN SUFFERING
OR HAVING SUFFERED
FROM VERSICO-VAGINAL
FISTULA, VVF OR
OBSTETRIC FISTULA, IS
ESTIMATED AT
20,000

Interview: “2,000 New VVF Cases Occur Every Year”

Dr Nicole Eteki, Reproductive Health Specialist, United Nations Population Fund (UNFPA) Cameroon, looks at the situation of obstetric fistula in Cameroon on the occasion of the 2015 International Day to End VVF.

What is the current situation of Versico-vaginal Fistula, VVF or Obstetric Fistula in Cameroon and the world at large?

It is estimated that at least 2 million women live with the condition in the world and 50,000 to 100,000 new cases occur every year. In Cameroon, according to the last Demographic and Health Survey (2011), the number of women suffering or having suffered from Versico-vaginal Fistula, VVF or Obstetric Fistula, is estimated at 20,000. Meanwhile, 2,000 new cases occur every year, but the current treatment capacity is only 200 patients a year.

Is the Cameroonian public aware of the situation of Versico-vaginal Fistula?

The International Day to End Obstetric Fistula was established since 2013 to alert the world about the subject. In Cameroon, many information campaigns are conducted through radio as well as SMS text messages to let people know that it is not an irreversible condition, but can be repaired. Nevertheless, there is need for more advocacy and support from partners, including donors, to address the overall health of women in Cameroon. In addition, free VVF repair campaigns organised by the Ministry of Public Health and partners, including UNFPA, are usually well covered by the media.

What else has the UNFPA and government been doing to alleviate the situation?

Since 2005, the United Nations Population Fund (UNFPA), in partnership with the Government of Cameroon, has been working on three main areas of intervention. This includes prevention that focuses on the promotion of the availability of emergency obstetric care and the use of services and skilled attendance during child birth.

UNFPA supports the government in repositioning family planning and addressing violence against women, harmful practices, early marriages and pregnancies (among teenage girls). This consists in raising awareness in the communities (through radio programmes, educational talks...) on the consequences of these practices on women's lives and health, as well as to a greater extent, their rights.

On the other hand, treatment addresses the condition itself in the form of corrective surgical interventions to mend the fistula. Since 2005, several free repair campaigns have been conducted in UNFPA project areas. In 2013, the first Permanent VVF Repair Centre was launched in the Ngaoundéré Protestant Hospital. Health personnel working in this facility were trained with UNFPA's support.

Meanwhile, reintegration enables women who have fully recovered to resume their active lives. UNFPA in partnership with the Ministry of Women's Empowerment and the Family (MINPROFF), provides psychological and financial support to women who underwent surgical repair operations. They are granted start-up capital for income-generating initiatives to facilitate reintegration into their communities.

What has been the results and challenges faced?

Since 2005, more than 500 VVF-affected women have recovered their dignity and normal lives. This has helped in enhancing their fundamental rights. However, the situation calls for more assistance from partners to support government and UNFPA in their efforts. On the other hand, the challenges are numerous, but the most urgent is to train surgical teams and mobilise resources to accelerate repairs and significantly reduce the pool of women with obstetric fistulas in Cameroon.

*Cameroon Tribune
AllAfrica.com
27 Mai 2015
Kimeng Hilton NDUKONG*



PARTENARIAT CAMEROUN-UNFPA: LE DOCUMENT-CADRE PROPOSÉ AU MINJEC

La représentante du Fonds des Nations unies pour la population a été reçue par le ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique lundi dernier à Yaoundé.

Accompagnée de Galina Chus, facilitatrice du Groupe jeunesse, Barbara Sow, présidente dudit groupe et représentante du Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa), a été reçue en audience lundi dernier par le ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique (Minjec), Bidoung Mpwatt. La rencontre au département ministériel s'est faite en présence des proches collaborateurs du ministre. L'objet de cette visite était de « partager un document cadre qui rassemble toutes les agences des Nations unies pour avoir une vision commune de la manière dont le système va accompagner le ministère et le pays pour l'enrichissement et l'accompagnement de la jeunesse afin d'assurer leur contribution au développement du pays », a confié Barbara Sow. Le document en question est segmenté en trois grands axes, à savoir le leadership de la jeunesse, la santé et la jeunesse et l'emploi. « Ces trois grands axes ont des priorités spécifiques qui sont actuellement développées par les agences. Ce document proposé comme plateforme au Minjec vise à créer un partenariat », a assuré la représentante de l'Unfpa. Le Minjec a, quant à lui, remercié ses hôtes pour les actions multiformes menées sur le terrain et a promis d'étudier le document avec ses collaborateurs.

Cameroon Tribune
AllAfrica.com
3 juin 2015
Assiatou NGAPOUT

JOURNÉE MONDIALE DE LA POPULATION:

LE CAMEROUN CÉLÈBRE AVEC LES DÉPLACÉS

Le gouvernement et la représentation du Fonds des Nations Unies pour la population ont lancé les activités de cette Journée célébrée chaque 11 juillet, à Mokolo, dans la région de l'Extrême-Nord

Les femmes et les enfants sont le plus souvent les personnes les plus vulnérables lors de l'exil ou du déplacement à la suite de conflits ou de catastrophes dans un pays donné, reconnaît le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, dans son message adressé à l'occasion de la célébration, le 11 juillet, de la Journée mondiale de la population.

Pour l'édition 2015, célébrée cette année sous le thème: «Les populations vulnérables dans les situations d'urgence», le gouvernement camerounais, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), a décidé de mettre en lumière la situation des personnes déplacées par la force. Les activités autour de cette Journée ont été lancées cette semaine à Mokolo - chef-lieu du département du Mayo Tsanaga, dans la région de l'Extrême-Nord - par le préfet du Mayo Tsanaga, Raymond Roksbo, qui représentait le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), Emmanuel Nganou Djoumessi.

«Je profite de cette occasion pour vous annoncer que je viens de signer un accord de don avec le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne d'un montant de quatre milliards FCFA pour la mise en oeuvre des activités en faveur des populations vulnérables du fait de la crise dans les régions de l'Est et Extrême-nord», a indiqué le Minepat, dans le discours lu par le préfet.

La région de l'Extrême Nord accueille des dizaines de milliers de réfugiés nigériens qui ont quitté leur pays pour fuir les exactions perpétrées par l'organisation terroriste Boko Haram; mais aussi des déplacés internes camerounais qui ont dû quitter certaines localités du territoire national, régulièrement visées par les incursions de la secte.

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la population à Mokolo, la Représentante de l'UNFPA au Cameroun, Barbara Sow, a voulu témoigner de la solidarité des Nations Unies avec les déplacés vivant dans la région de l'Extrême-Nord. Cette journée est effectivement l'occasion de manifester notre solidarité aux côtés du Gouvernement et d'intensifier notre soutien à toutes ces personnes qui se sentent très isolées et abandonnées et rendues donc très vulnérables», a déclaré Mme Sow.



«Nous comprenons votre détresse et votre désarroi car vous êtes fragilisés et loin de chez vous. Et nous reconnaissons les efforts immenses que vous avez faits pour retrouver la normalité du quotidien, soit à Minawao soit dans les villages hôtes. Nous sommes également très reconnaissants de la solidarité des familles qui, en ouvrant leur maison et leur cœur, ont accueilli et soutenu certains d'entre vous», a-t-elle également relevé.

«Même dans des conditions normales, les complications en matière de santé procréative sont une cause majeure de mortalité et de morbidité chez les femmes en âge de procréer. Dans les situations d'urgence humanitaire, on estime qu'une femme ou adolescente sur cinq est probablement enceinte. Comme les sages-femmes qualifiées et les soins obstétricaux d'urgence ne sont souvent plus disponibles, les femmes et les filles enceintes sont alors souvent davantage exposées à mourir ou devenir infirmes», estime le Dr. Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif de l'UNFPA, dans son message délivré à l'occasion de cette célébration.

«La vie d'une femme est précieuse» D'après Barbara Sow, «si nous prenons le cas du camp de Minawao (camp abritant plus de 33.000 réfugiés nigériens à l'Extrême Nord, ndlr), on constate qu'au moins 4 femmes y accouchent chaque jour».

A Mokolo, à l'occasion de la célébration de la journée du 11 juillet, la Représentante a remis des kits de dignité, des kits obstétricaux, et des produits médicaux pouvant servir aux accouchements assistés. «La vie d'une femme est précieuse, dans toutes les circonstances et à tout moment, et surtout en situation d'urgence où les femmes sont le plus vulnérables», a-t-elle confié aux bénéficiaires du don.

A l'Extrême-Nord du Cameroun, notamment à l'hôpital de district de Mokolo et de Hina, au Centre de santé intégré de Gadala et au poste de santé du camp, l'UNFPA assure la fourniture du matériel et la formation de ressources humaines pour des soins obstétricaux d'urgence, des soins prénatals et des «accouchements sans risque» pour les femmes. L'Organisation a déjà ainsi assuré la livraison de 500 kits d'accouchement et 30 kits de césarienne, 2300 «kits de dignité prédisposés» (distribués aux femmes lors des consultations prénatales), et des «kits de prise en charge de viol». (PEP Kit). «11 cas de viols ont été pris en charge depuis décembre 2014» dans les hôpitaux de district de Mokolo et de Hina, le Centre de santé intégré de Gadala et le poste de santé du Camp, renseigne l'UNFPA. La formation de sages-femmes et les services de planning familial ne sont pas laissés en marge.

Le Fonds organise par ailleurs pour les femmes et les adolescents des causeries éducatives sur la santé de la reproduction et la prévention des violences basées sur le genre.

Ces différentes activités bénéficient aussi bien aux réfugiés qu'aux personnes déplacées et populations hôtes de la région.



Radio Bon berger ou le pouvoir des IEC

Ceux qui doutaient encore du pouvoir des IEC (Information-Education- Communication) auront un cas d'école pour revoir leur position. Il s'agit de Radio Bon Berger, située en plein coeur de la ville de Kaélé, chef-lieu du département du Mayo- Kani, région de l'Extrême-Nord au Cameroun

En entrant dans les locaux de cette radio, on aperçoit Dagui Bakari, animateur de langue française dans la station. Ici, ce sont 5 langues : guizigua, toupouri, fufuldé, moudang et français qui sont parlées par les différents animateurs. Cette diversité linguistique permet d'avoir un large auditoire du Mayo Danay, au Mayo Kani, sans oublier le Mayo Louti, et même quelques localités du Tchad voisin. En plus d'être une radio communautaire, Radio Bon Berger est une radio transfrontalière, ce qui lui confère un statut particulier auprès des agences du système des Nations unies. Il n'est donc pas étonnant que cette radio ait été choisie par l'UNFPA (l'agence onusienne chargée de la population) afin de mettre en œuvre le volet communication et sensibilisation des masses dans le cadre du projet SIDA/H4+, visant à accélérer les progrès en matière de santé maternelle, néonatale et infantile au Cameroun.

Formés récemment à la diffusion des messages sur les Pratiques familiales essentielles, lors de l'Atelier des radios transfrontalières organisé par l'Unicef dans la ville de Bertoua, les personnels de Radio Bon Berger, et notamment son chef de station, Yaya Pitcheme, sont aguerris en ce qui concerne la production de microprogrammes pour le changement de comportement. L'un de ces microprogrammes est le magazine « Santé Plus » dont l'UNFPA finance la production depuis décembre 2014.

Les cibles étaient des populations reculées, des comités d'écoute appelés brigade ont été mis en place pour s'assurer que les émissions diffusées ont un impact réel sur la vie des populations. Dagui Bakari se félicite du fait que chaque jeudi, pendant la diffusion de l'émission « Parole aux auditeurs », des témoignages fusent de partout pour saluer l'impulsion grâce à laquelle les messages de la radio ont permis aux familles de fréquenter les centres de santé, aux jeunes d'avoir une sexualité responsable, et aux femmes de consulter, ainsi que d'accoucher dans les centres hospitaliers.

« Dans notre culture, ce n'était pas évident pour une femme d'accepter de consulter un médecin ou un infirmier homme »

nous dit Diabou Martine, animatrice en langue guizigua. Ses propos en tant que femme ont levé plusieurs tabous et désormais, la fréquentation des maternités est une



réalité dans la localité.

« Plusieurs femmes sont parties de leurs villages lointains, se sont arrêtées dans notre radio et nous ont demandé de les accompagner à l'hôpital. Vous voyez que la radio est devenue pratiquement un centre social »,

ajoute Martine, fière de cet acquis.

Emettant de manière autonome de 5 h 30 à 10 h 15, puis de 16 h à 21 h chaque jour sur la fréquence 99.0 FM, la radio marque quelque temps d'arrêt pour prendre en relais la station régionale de l'Extrême-Nord, ou encore le poste national de la CRTV, pour les éditions des journaux.

« Car une radio communautaire doit pouvoir aussi permettre à ses auditeurs de savoir ce qui se passe dans le pays et dans le monde. Et avec la crise sécuritaire liée à Boko Haram, les tranches d'information sont fondamentales »

nous confie Yaya Pitcheme, le chef de station. Créée au départ pour être une simple radio chrétienne, la radio Bon Berger, impulsée par le Conseil des églises protestantes du Cameroun (CEPCA) est devenue par la force des choses, une radio citoyenne, utilisant les outils IEC pour toucher les populations.

« Nous restons des bergers pour autant. Nous ne faisons pas dans la propagande chrétienne, mais nous pensons qu'en sensibilisant les populations, en impulsant le changement de comportement dans la santé maternelle, dans la santé néonatale et infantile et dans la santé de reproduction, voilà le meilleur Evangile qu'il nous soit donné de prêcher ».

Dania Ebongue
dania.mondoblog.org
10 Juillet 2015

Cameroun: Les nouvelles sages-femmes améliorent la qualité des soins de santé maternelle des réfugiés centrafricains à l'Est

Bertoua, le 19 Août 2015 – En l'espace de six mois, 24 sages-femmes et maïeuticiens tout juste diplômés de l'École des sages-femmes de Bertoua ont amélioré les indicateurs de santé de la reproduction dans les établissements de santé accueillant les réfugiés centrafricains où ils ont été déployés avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA).



En effet, la région de l'Est compte à ce jour près de 128 000 réfugiés dont des femmes en âge de procréer, des femmes enceintes, de nombreux adolescents et des jeunes. Cette forte affluence, ajoutée à un manque de personnel de la santé de reproduction en qualité et en quantité à savoir les gynécologues-obstétriciens et sages-femmes, a contribué à augmenter la charge de travail au niveau des établissements de santé hôtes. L'affectation des nouvelles sages-femmes dans ces structures sanitaires, avec l'appui de l'UNFPA, a permis une meilleure prise en charge de cette population qui avait des difficultés à accéder aux services de santé maternelle et infantile, de santé de reproduction des adolescents et VIH/SIDA/IST, ainsi que de planification familiale et fistules obstétricales. **"Avec l'arrivée des sages-femmes, le nombre de femmes qui viennent pour les consultations prénatales est passé de 20 à 50 – 60 par mois et le nombre d'accouchement de 15 à 30-35 par mois et ce malgré la forte culture locale qui veut que les femmes accouchent à domicile", indique M. Yves Bertrand OYONGO, Chef du Centre de Santé Intégré de Mbile.**

En 2011, seulement 129 sages-femmes avaient été recensées au Cameroun, - dû entre autres au fait de la suspension de leur formation depuis 1987-, pour un besoin estimé à 5400, selon les normes internationales.

Suite à ce constat et en raison de l'augmentation du taux de mortalité maternelle au niveau du pays ces dernières années (de 430 en 1998 à 782 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2011), dix écoles de sages-femmes ont été créées à travers le pays par le Ministère de la Santé avec l'appui technique et financier de l'UNFPA. 24 des 183 sages-femmes et maïeuticiens de la première promotion issue des nouvelles écoles et diplômée en 2014, ont été déployés par binôme dans les formations sanitaires qui accueillent les réfugiés de la République Centrafricaine vivant à l'Est.

Au bout de six mois, à savoir de Décembre 2014 à Mai 2015, on note une amélioration spectaculaire du taux de fréquentation des établissements de santé. Par ailleurs, les réfugiés ont pu bénéficier d'une meilleure offre de service en termes de qualité. «Le taux de partogramme bien rempli a augmenté de façon significative dans les formations sanitaires où les sages-femmes travaillent au moins en binôme», explique Dr Joseph René Boum, responsable du Sous-bureau UNFPA de Bertoua dans la région de

l'Est. Estimé à 32,14% en Décembre 2014, ce taux est passé à 63,64% en Mai 2015. Une progression justifiée par la qualité des services rendus par les sages-femmes.

Les sages-femmes nouvellement formées ont pu acquérir plus d'aptitudes et l'impact de leur présence particulièrement ressenti: 41% des accouchements, 62% des consultations prénatales et 35% des conseils en planification familiale ont été effectués par ces dernières. «J'ai eu l'opportunité de renforcer mes capacités en planification familiale, surtout en pose jadelle et injectable à cause de nombre plus élevé de réfugiées qui demandaient cette méthode», a déclaré OMGBA Murielle Calixte, sage-femme en service à l'Hôpital de district de Garoua Boulai, dans la région de l'Est. Outre le renforcement des ressources humaines dans les établissements de santé autour des sites des réfugiés, l'appui de l'UNFPA a permis de renforcer la qualité de l'offre de services des établissements de santé à travers des dons en matériels et équipements. «L'assistance apportée par l'UNFPA

aux réfugiés vivant dans la région de l'Est s'inscrit dans le cadre de la réponse humanitaire conjointe du Système des Nations Unies. Depuis le début de l'année 2015, 1 365 femmes réfugiées ont bénéficié des accouchements gratuits grâce aux kits obstétricaux prépositionnés dans les établissements de santé; 40 complications obstétricales y compris 8 cas de césarienne ont été pris en charge par les VNU; 1 400 femmes enceintes ou allaitantes ont bénéficié des kits de dignité visant à leur assurer un minimum d'hygiène dans ces conditions difficiles. Des séances de sensibilisation ont été organisées afin d'informer les populations réfugiées sur les méfaits des violences faites aux femmes. Le dispositif communautaire se renforce avec la formation et le déploiement des agents de santé communautaire (ASC) et du fonctionnement des «Espaces ados/jeunes» à l'effet d'assurer la mobilisation communautaire sur les thématiques de SR/VBG et la prise en charge spécifique des besoins en SR des adolescents et jeunes», Dixit Gabriel Tchokomakwa, Responsable humanitaire à l'UNFPA Cameroun.

Cette initiative de l'UNFPA s'inscrit dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du programme de renforcement de ressources humaines en santé de la reproduction initié par l'Etat du Cameroun en particulier et du Programme Multisectoriel de lutte contre la Mortalité Maternelle, Néonatale et Infantile en général. qui bénéficie d'un appui financier et technique du Fonds des Nations Unies pour la Population.

UNFPA Strives To Ameliorate Youth Access To Reproductive Health Services

Access to reproductive health services by youths until now has been difficult and mostly non-governmental organizations organized such services.

In order to ameliorate access to reproductive health services, the United Nations Population Fund, UNFPA has been providing support to the Ministries of Health and Youth and Civic Development.

Within this context, a youth friendly service was recently installed at the Abong Bang District Hospital in addition to Bertoua and Ngaoundere. The unit of the Batouri District Hospital (East Region) is set officially begin operations by the end of September 2015.

Besides the Garoua and Maroua regional hospitals, eight (8) District Hospitals of East, Adamawa, North and Far North Regions will each have a Service Unit and two in each of these regions suitable for young people.

There are equally plans to open two reproductive health service units in multifunctional centers for youth development (CMPJ) in the East (Bertoua Regional CMPJ) and the Far North (Maroua Regional CMPJ).

UNFPA support is hinged on the fact that in Cameroon youth of 10-24 years constitute 34.1% of the Cameroonian population. Of these, nearly 50% of girls and just over half of boys aged 15-19 have already had sex.

Besides, following the 2011 Demographic and Health Survey, DHS, the Far North records 34 percent, North 37percent, East 40 percent and South 47 percent of teenage pregnancies.

To the UNFPA, without supervision, these girls are fragile and under threat from varied and complex issues including sexually transmitted infections (STIs), HIV-AIDS, teenage pregnancy and abortions, with all the ensuing



consequences. More often, due to the shabby reception and stigma among other reasons, they do not want to go to hospitals for treatment or consultation.

Within this precinct, Gabriel Tchokomakwa, UNFPA Programme Officer in charge of Youth, stressed that, "The delivery points in youth support structures respond to the need to meet young people where they offer a local service package including information, listening, counselling, guidance / reference and minimum care depending on cases.».

UNFPA is giving increased priority to adolescents, particularly adolescent girls in national policy and program development in collaboration with partners; civil society, communities and government to encourage policies that can help realize the demographic dividend.

The demographic dividend is the economic benefit that can arise when a population has a relatively large proportion of working age people in relation to non-working (dependents) people, and effectively invests in their empowerment, education and employment.

Such policies include improving access to quality education and jobs, as well as investing in the health, particularly the sexual and reproductive health, of young people.

In this light, UN Representative in Cameroon, Barbara Sow maintains that "A healthy young, well trained and equipped population can advance the economic growth of tomorrow if today's investment is strategic and efficient".



<https://bongben.wordpress.com>
September 15, 2015
By Leocadia Bongben

WOMEN'S FOOTBALL DEFIES STEREOTYPES, INSPIRES CHANGE IN CAMEROON

MOKOLO, Cameroon – “Football is not only for men,” said Monique, 18, the captain of her football team, during a recent UNFPA-supported girls’ football tournament.

She and her teammates are trailblazers in their district, Mokolo, in Cameroon’s conservative Far North Region. There, girls typically lead sheltered lives, rarely venturing beyond the home and classroom.

The Far North Region has the country’s second highest child marriage rate, according to the latest general census, and gender-based violence remains a major concern. Both are reflective of the poor status of women and girls.

“Gender-based violence, including sexual violence, remains a serious risk for young women and girls, with devastating effects on their prospects for productive learning, self-confidence and meaningful employment,” noted Angelique Dikoume, a UNFPA programme specialist in Cameroon.

But through the simple act of playing football, Monique and her friends are flouting convention, challenging gender norms and developing valuable skills.

Women champions open door for girls

Their enthusiasm mirrors a growing interest in women’s football taking place throughout the country.

The sport has long been dominated by men. “Our society has long believed that football was a boy thing.

This kind of gender stereotypes can be restrictive and harmful, especially to girls because it discourages them from expressing who they really are, which can prevent them from realizing their full potential,” Ms. Dikoume said.

But this year, Cameroon’s women’s team captured the nation’s attention with a groundbreaking performance at the Women’s World Cup. Inspired, girls around Cameroon have taken to the game. Providing care to players, spectators

Football has proven to be much more than a recreation. It help girls to socialize, develop leadership skills and build self-esteem. It is also an opportunity to connect them – and other community members – with essential health services.

The UNFPA-supported football tournament in the Far North Region was an opportunity to deliver reproductive health information and care to women, girls and families.

Beside the football pitch, UNFPA erected a tent where district health personnel provided health information, family planning counselling, and antenatal care to those in attendance.

In total, some 670 people received free, voluntary family planning services, and 493 antenatal consultations took place. And more than 200 pregnant women took advantage of free, voluntary HIV testing and counselling.

*www.unfpa.org
15 septembre 2015
Olive Bonga*



Financement basé sur la performance: le Cameroun reçoit un soutien de 300 millions de Francs CFA



Ces financements, accordés par l'Unicef et l'UNFPA, visent à améliorer les services de santé maternelle et infantile. La région de l'Est ciblée 24 UNFPA

Le ministère de la Santé publique du Cameroun (Minsanté) a signé vendredi, 19 septembre 2015 à Yaoundé, une convention avec la Banque mondiale, l'Unicef et le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), afin de poursuivre la mise en œuvre de sa stratégie de financement basé sur la performance.

D'après cette convention, l'Unicef et l'Unfpa verseront environ 300,000 dollars américains chacun (approximativement 150 millions FCFA) pour l'année 2015 au gouvernement en vue d'améliorer «la qualité et la quantité des services de santé maternelle et infantile» au Cameroun, ainsi que les services liés à la lutte contre les maladies transmissibles.

Le principe du financement basé sur la performance consiste à financer les soins et services de santé en fonction de la performance réalisée par les structures de santé et sur la base des indicateurs préalablement définis, tels que: nombre des clients de planification familiale, le nombre de femmes enceintes recevant des soins obstétricaux, le nombre de cas de viol pris en charge cliniquement, le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère correctement traités. Il est différent du financement classique où les structures de soins recevaient tous les intrants (tels que la formation et l'équipement) nécessaires à leur fonctionnement sans aucune obligation de résultats.

L'approche du Financement basé sur la performance dans le secteur de la santé a démarré au Cameroun en 2006 dans le Diocèse de Batouri, à l'Est, et puis dans le Diocèse de Maroua-Mokolo avec le soutien technique et financier de l'ONG internationale Cordaid. L'approche a été élargie en 2011 dans quatre des 10 régions du Cameroun (littoral, Nord-ouest, Sud-ouest, Est) principalement financée par des subventions et des prêts de la Banque mondiale et la contrepartie du gouvernement.

La Banque mondiale, qui soutient la stratégie, use de

son effet de levier pour obtenir des ressources pour le Cameroun.

C'est ainsi qu'a été signé en 2008 un accord entre le gouvernement camerounais et l'Association internationale de développement (une institution du groupe de la Banque mondiale), d'un montant de 25 millions de dollars, pour le Projet d'appui aux investissements dans le secteur de la santé (PAISS), lequel pilote l'approche du «financement basé sur la performance».

Une approche innovante pour le renforcement du système de santé au Cameroun

Au ministère de la Santé publique du Cameroun, on se dit satisfait des résultats de cette stratégie. «Nous constatons que dans les districts de santé où le PBF a été mis en œuvre, les hôpitaux sont propres, ils sont bien tenus. Les hôpitaux sont fréquentés, le personnel de santé est motivé. Il y a donc plus de ressources qui sont générées directement par l'hôpital et les patients reçoivent des soins de qualité en payant le juste prix», affirme André Mama Fouda, le Minsanté.

L'Unicef et l'Unfpa, à travers les financements qu'ils viennent d'accorder dans ce sens, mettent l'accent sur la santé maternelle et infantile. Par conséquent, environ 75% des indicateurs quantitatifs et qualitatifs de performance sont directement liés à la santé sexuelle et reproductive ainsi que la santé de l'enfant. Les contrats de performance ont été signés avec 472 formations sanitaires (12% des établissements de santé du Cameroun), pour une population cible de près de trois millions de personnes (environ 12% de la population totale).

La région de l'Est a été choisie pour abriter la phase pilote du projet. Son lancement est prévu ce mois de septembre.

Performance based financing:

"We Expect More Efficiency In Healthcare Delivery"

*Félicité Tchibindat,
UNICEF Resident
Representative for
Cameroon, explains
why her organisation
and UNFPA are
sponsoring the innovative
Performance-based
Financing health project.*



What explains the decision by UNFPA and UNICEF to work together to curb infant and maternal mortality in Cameroon?

UNICEF and UNFPA support the health systems in many countries. In Cameroon, we have been doing a lot to reduce maternal, neonatal and infant mortality because we have a common framework. We discovered that the quality of healthcare was not so good. This is why healthcare delivery is not translated into reduction in mortality and morbidity rates. We decided to join the Support Programme for Investments in the Health Sector, PAISS Project of the Ministry of Public Health by bringing in our own funding.

This is a very good project with results that can be confirmed on the ground. UNICEF and UNFPA are adding nutrition and reproductive health components respectively to this Performance-based Financing project that has been tried in other regions before. We intend to expand the project to areas with the least progress in health indicators such as the Far North, North, Adamawa and East Regions.

UNFPA and UNICEF are concerned about the slow progress in health indicators in the country. None of the health-related Millennium Development Goals has been achieved at a time when the world is preparing to move on to Sustainable Development Goals. This is the reason for our support to the PAISS Project.

So, you are only joining an ongoing project?

Yes, the project was already going on with good results to show. Our support is intended to strengthen the project by adding new intervention activities and increasing the coverage area.

Why is the PAISS Project so peculiar?

Getting health workers motivated has always been a major problem. People have a lukewarm attitude to work, knowing that despite output, they will still receive their salaries. The PAISS Project is different in that we want

people to be motivated or compensated based on their output. Experience shows that such a method works as it improves the quality of healthcare.

If people visit a health centre and are not well received or treated, they will not come back. Through this new approach, we hope to reverse the trend and improve Cameroon's health indicators.

Does this mean there will be financial reward for health workers who produce good results?

Yes! For example, if more pregnant women come for antenatal care in an area, the local health workers get additional money. This will encourage them to look for pregnant women who are not yet coming for antenatal care.

What are the expected outcomes of this project?

We expect more efficiency in healthcare delivery and improvements in the lives of women. We hope that as the project expands, the Ministry of Public Health will continue to be as serious as it was before. We would also like to see government take ownership of the project like it has already started doing by investing more domestic funds. Our objective is to see every Cameroonian woman and child reached with healthcare services. This will help in reducing disparities in healthcare delivery.

Why was the East Region selected for the pilot of phase of UN funding for this project?

The Far North, North, Adamawa and East Regions have the worst health indicators in the country. With time, we will cover all these regions. We are starting with the East Region because it is host to thousands of refugees from the Central African Republic. This is an added burden to the health system. So, we thought we should begin from there before extending to the other three regions.

*Cameroon Tribune
September 21, 2015
Kimeng Hilton Ndukong*

UNFPA and Clinton Health Access Initiative, Inc. (CHAI) joining efforts to increase access to Family planning in Cameroon

UNFPA and the Clinton Health Access Initiative, Inc. (CHAI) work closely in Cameroon to increase access to family planning services and improve supply chain management. Since the start of our collaboration in late 2013, together we have helped enable over 37,000 additional women access the freedom of contraceptive choice. "This UNFPA-CHAI partnership in support of the Ministry of Public Health (MOH) is a natural fit: while UNFPA is the country's major source of policy and program support for family planning commodities and service delivery, CHAI provides analytical and logistics assistance to support accurate commodity distribution and data-driven deployment of family planning interventions," explains Barbara Sow, UNFPA Cameroon Representative. The MOH's Sub-Director of Reproductive Health, Dr. Seidou Moluh, adds that this collaboration is "strengthening systems to make Family planning work in Cameroon."

Improving family planning availability and access

UNFPA and CHAI have used data-driven analysis to target priority areas for training and commodity management, enabling more effective programming. For example, informed by a mapping exercise identifying trained health workers, CHAI helped the MOH to identify one region, the South Region, in Cameroon without a single trained family planning provider. UNFPA subsequently shifted resources to train over 130 providers there, where the need was greatest. Following the training, consumption of contraceptives in the

region tripled between Q2 and Q4 of 2014, and thus far in 2015 monthly consumption of long-acting reversible contraceptives (LARC) to date is double that of 2014. During that time period, the percentage of health facilities staffed with an appropriately trained family planning provider in the South Region increased from 0% to 36.2%.

Increasing supply chain efficiency

UNFPA serves as the major purchaser of contraceptive products for both the public sector and non-governmental organizations in Cameroon, and according to Katherine Kalaris, CHAI's Family Planning program manager in Cameroon, "increased funding through the GLOBAL PROGRAMME TO ENHANCE REPRODUCTIVE HEALTH COMMODITY SECURITY (GPRHCS) has had a major impact on increasing commodity security." CHAI assists UNFPA and the MOH to quantify and monitor the flow of these contraceptives through the supply chain. Through rigorous tracking of regional stock levels,

consumption, and anticipated increases due to service delivery investments, and by improving communication with regional medical stores, regional stockouts have plummeted from 45% to <10%. In early 2014, UNFPA and CHAI helped the MOH to identify a potential stockout of Jadelle and UNFPA subsequently increased their 2014 procurement, avoiding a disruption of supply. "Combining additional GPRHCS funding from UNFPA with an improved contraceptive forecast with help from CHAI, has helped the MOH to prevent national stockouts," noted Kalaris. "No stockouts have been experienced in 2014 or 2015."

Establishing the first eLMIS in Cameroon

Together with the MOH, UNFPA is supporting the development, procurement, and rollout of the electronic logistics management information system (eLMIS) for pharmaceuticals through support from the Gates Foundation and the RMNCH Trust Fund, with CHAI providing technical assistance and coordinating the process. The eLMIS will provide transparency into the supply chain and enable more real-time monitoring of stock, which will allow the MOH to more effectively monitor stock levels and ensure that commodities are in the right place at the right time.


Results of an effective partnership

During the last two years, UNFPA and CHAI's collaborative relationship has helped the MOH to strengthen and expand coverage of family planning products and services in Cameroon. "After a history of chronic stockouts of family planning commodities in the country, there is now a sufficient and consistent supply of contraceptives supported by UNFPA through the GPRHCS, and improved management of those contraceptives with help from CHAI," said Barbara Sow. The partnership and continued joint advocacy work have helped the MOH renew its commitment to increasing contraceptive prevalence and enabling women to access family planning services.

UNFPA and CHAI work in many of the same countries, and are mutually interested in increasing access to family planning services. Future collaborations could extend similar benefits seen in Cameroon to other countries, particularly related to improving contraceptive security and targeting service delivery interventions.

*Katherine Kalaris & Olive Bonga
Cameroon.unfpa.org
21 Octobre 2015*





Suivez nous sur



<http://www.facebook.com/UNFPACameroun>.



<http://twitter.com/UNFPACameroun>.



<http://cameroon.unfpa.org>



**UNFPA & THE
SUSTAINABLE
DEVELOPMENT**

GOALS



Delivering a world where
Every pregnancy is wanted
Every childbirth is safe and
Every young person's potential is fulfilled



United Nations Population Fund Cameroon
Rond Point Bastosm PO Box 836 Yaoundé - Cameroun
Tel: +237.22.21.98.63 - Fax: +237.22.21.98.62
<http://cameroon.unfpa.org>